



d'une légère reprise de la consommation, les patrons se soucieraient d'abord de liquider leurs stocks d'inventés ; ensuite, ils voudront faire travailler leurs salariés à plein temps et avec les cadences maximales. Réembaucher ? Il faudra les y forcer par la lutte. Et on est donc loin de la formule mathématique et utopique employée par le PCF. Face au patronat, pour ne pas aller vers une impasse, il faut surtout, s'il refuse de créer des emplois, se préparer à une lutte pour l'expropriation, c'est-à-dire à une bataille pour des nationalisations sans indemnités ni rachat de tous les secteurs clés de l'économie et de toutes les entreprises que le patronat chercherait à arrêter ou à saboter.

En effet, les perspectives de « lutte » contre le chômage par le biais de la relance de la consommation contredisent toute l'expérience historique de la classe ouvrière : devant un changement social et politique, la réaction du patronat est plutôt la grève des investissements qu'une politique de développement avec des embauches massives. L'expérience de 1936 à 1938 n'a-t-elle pas suffi aux directions réformistes ? Et pourquoi donc veulent-elles faire dépendre le droit à l'emploi de la bonne volonté du patronat ? Ne savent-elles pas que le souci de la bourgeoisie est avant tout de garantir ses profits ?

## PROPOSER DES PLANS DE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE EN FACE DE CEUX DU PATRONAT

Une autre réponse, tout aussi utopique, des directions syndicales consiste à élaborer des « propositions industrielles » à opposer aux plans de restructuration du patronat.

À écouter les dirigeants de la CFDT et de la CGT, en effet, on croit rêver : il leur semble possible de réa-

liser une politique économique socialiste, « répondant aux besoins profonds de la collectivité », sans avoir renversé le pouvoir de la bourgeoisie. Comme si les choix patronaux étaient de simples décisions arbitraires, alors qu'ils traduisent la plupart du temps les conditions-mêmes de la survie de tel ou tel groupe d'exploiteurs : la volonté de faire le profit maximum n'est pas le signe d'une quelconque « capacité » exagérée. Parmi les capitalistes, seuls survivent ceux qui sont les plus forts... Et cela est d'autant plus déterminant dans les périodes de crise économique.

On ne peut changer cette logique du système capitaliste lui-même en donnant de bons conseils de gestion et d'investissement.

D'ailleurs, si le patronat, malgré tout accepte de discuter en ce moment, de temps en temps, de « plans industriels », ce n'est en rien par naïveté ou affaiblissement : cela, de sa part, correspond à un calcul. Citons un article de *l'Usine nouvelle*, hebdomadaire de l'UIMM, qui l'explique nettement. « Il est certain que l'étude des dossiers industriels a amené les syndicats à assouplir leurs positions sur un certain nombre de points : prise en compte des contraintes de la compétitivité internationale, durée d'utilisation des équipements. (...) Pour les dirigeants d'entreprise ce n'est pas sans conséquence. » (*l'Usine nouvelle* n° 48, 27 novembre 1980).

Dans ce piège qui leur est tendu, les directions syndicales tombent la tête la première : chaque fois qu'elles se soucient de « dossiers industriels sérieux et crédibles pour aller discuter avec le patronat », elles servent, en fait, de relais à la propagande et aux exigences de la bourgeoisie.

Faire dépendre les revendications ouvrières de l'acceptation par la bourgeoisie d'une transformation de ses plans conduit à l'impasse et à l'échec.

La lutte des sidérurgistes, en 1978-1979, en a donné un exemple suffisamment évident. Quand le pa-

tronat a fait semblant d'accepter de « négocier », il s'est contenté de nuancer des détails infimes de ses plans. En réalité, il jouait la carte de mesures sociales pour faire partir plus facilement les travailleurs (prime de départ et préretraite à 56 ans et deux mois). La CGT a alors critiqué, expliquant que les mêmes capitaux devaient servir « à moderniser ». La CFDT a cherché à démontrer qu'il y avait de meilleurs choix industriels possibles.

Au bout de quelques semaines, après s'être assuré qu'il n'y avait pas de risque de mobilisation d'ensemble au niveau national, le patronat et le gouvernement ont déclaré : « C'est à prendre ou à laisser, les mesures sociales ne seront financées par les institutions européennes et le gouvernement français que si la réduction des capacités de production est acceptée. »

C'est le moment où la FGM-CFDT a choisi d'accepter au nom du « c'est mieux que rien même si nos critiques restent ». Quant à la direction de la FTM-CGT, elle a proposé de signer les mesures positives, comme la préretraite, mais pas la prime au départ. On voit la contradiction et l'hypocrisie lorsqu'on se souvient que tout départ en préretraite avait pour condition, écrite dans le même texte, de ne pas être remplacé par un jeune embauché.

À quoi ont donc servi les « plans » de la CGT ou de la CFDT ? Seulement à masquer les vrais problèmes d'orientation de cette lutte : pour imposer le maintien des emplois dans la sidérurgie, avec une baisse du temps de travail et en même temps une mobilisation contre les plans industriels de la bourgeoisie, il fallait être prêt, à travers la lutte, à provoquer une crise politique. Sans changer le gouvernement, comment imposer une autre politique économique dans l'une des principales branches de l'industrie ?

Est-ce à dire qu'il ne faut absolument pas que les syndicats ouvriers se soucient de répondre aux plans industriels de la bourgeoisie ? Non, il est utile, pour ne pas laisser agir la propagande bourgeoise sans y répondre, de montrer les contradictions, les défauts de leurs pseudo études scientifiques. Cela facilite la mobilisation. Cela met en lumière comment les travailleurs seraient tout à fait capables de remplacer la classe au pouvoir. Mais il ne peut s'agir, pour l'essentiel, que d'une activité de propagande, faite concrètement, sur ce qui serait possible à condition de chasser la droite au pouvoir.

**Les travailleurs n'ont actuellement ni les informations ni les moyens pratiques de proposer une autre politique économique. Si les directions ouvrières se placent sur le terrain de la bourgeoisie, elles détournent les forces des travailleurs de leurs seuls objectifs réalistes dans la situation présente, la défense de leurs intérêts menée avec assez de détermination pour rassembler les forces capables de renverser le pouvoir en place.**